



Sandrine DAUPHIN & Réjane SÉNAC (dir.), *Femmes-Hommes : penser l'égalité*

Paris, La Documentation française, 2012, 201 p.

Manda Green



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12059>

DOI : 10.4000/clio.12059

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2014

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Manda Green, « Sandrine DAUPHIN & Réjane SÉNAC (dir.), *Femmes-Hommes : penser l'égalité* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 39 | 2014, mis en ligne le 15 août 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12059> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12059>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Sandrine DAUPHIN & Réjane SÉNAC (dir.), *Femmes-Hommes : penser l'égalité*

Paris, La Documentation française, 2012, 201 p.

Manda Green

RÉFÉRENCE

Sandrine DAUPHIN & Réjane SÉNAC (dir.), *Femmes-Hommes : penser l'égalité*, Paris, La Documentation française, 2012, 201 p.

- 1 Au moment où j'écris, l'agitation autour de l'enseignement de la 'théorie du genre' dans l'école publique française bat son plein. On peut espérer que l'écume de cette chimère se dissipera rapidement, mais ce serait une erreur de l'évacuer trop vite car cet accès de fièvre rappelle à quel point sont vives les résistances anti-égalitaires.
- 2 Dans ce contexte de déni, *Femmes-Hommes : penser l'égalité* apporte une contribution précieuse aux débats en dressant un bilan objectif de la situation en France. Les auteurs exposent différentes facettes de la question en prenant soin de les situer dans leur contexte historique ou dans un cadre comparatif. Le but est clairement énoncé dès l'introduction : repenser le modèle français d'égalité et dresser un état des lieux critique. Mais il n'est pas question de rester sur un simple constat. Si les contributeurs se gardent bien de prescrire des remèdes, il est néanmoins clair que pour elles (et lui) penser est le prélude de faire. C'est un livre d'action, non pas en tant qu'appel à mobilisation, mais comme boîte à outils pour celles et ceux qui cherchent à traduire l'égalité des droits en égalité des chances en explorant « l'articulation [du principe d'égalité] avec les différences perçues comme légitimes et les moyens à mettre en œuvre pour remédier aux différences perçues comme illégitimes » (p. 11).
- 3 Pour ce qui concerne la forme de l'ouvrage, chacune des contributions reprend la filiation historique du sujet avant d'analyser les enjeux et tensions contemporains. La

situation en France est mise en parallèle avec des exemples européens pour déjouer l'alibi de "l'exception française". Ainsi, malgré la diversité des domaines traités et des formes d'écriture – mêlant entretiens, chapitres conventionnels et "focus" – ce recueil a une trame cohérente enrichie par la diversité des disciplines représentées (histoire, sociologie, droit, démographie, sciences politiques et économiques, neurobiologie). Il n'apporte pas de nouveautés dans le domaine de l'égalité mais sa force est de synthétiser un éventail d'informations et d'arguments autour de la recomposition et de l'intersection des différentes inégalités et de les mettre en perspective comparative. C'est un ouvrage pédagogique qui propose des ressources accessibles aux non-spécialistes comme les repères juridiques, l'organigramme des institutions dédiées à l'égalité des sexes, de nombreux encadrés de données synthétiques, et des bibliographies pragmatiques.

- 4 Le livre est divisé en trois sections. Après un bref rappel historique du militantisme féministe de Florence Rochefort, la première partie est consacrée aux leviers législatifs et institutionnels destinés à l'élaboration de politiques publiques. Sandrine Dauphin dessine les contours des instances du féminisme d'État et décrypte la tension entre la portée transversale d'actions en faveur de l'égalité et la sectorisation des politiques publiques. Elle retrace la transition de l'action positive vers le *gender mainstreaming* sous l'impulsion de l'Union européenne et des Nations Unies. Les analyses d'Annie Junter et Maxime Forest approfondissent la réflexion sur l'influence communautaire et sur la complémentarité du *hard law* (mesures contraignantes) et du *soft law* (mesures d'accompagnement, cadres incitatifs) d'inspiration supranationale. Le chapitre de Maryse Jaspard sur la lutte contre les violences envers les femmes fait figure d'étude de cas pour illustrer ces influences croisées.
- 5 La deuxième partie, consacrée à l'égalité dans la vie publique, recense les mesures en faveur de l'égalité professionnelle et d'une meilleure représentativité dans les instances dirigeantes des entreprises et des syndicats, de même que dans la sphère politique. Malgré les progrès et reculs dans l'insertion des femmes sur le marché du travail décrits par Françoise Milewski, l'amélioration de la participation des femmes, en termes quantitatifs et qualitatifs, est indéniable. Mais la persistance de l'écart salarial, de la ségrégation professionnelle et du problème de l'articulation de la vie familiale (mise en perspective européenne par Hélène Périvier) est tout aussi manifeste. Les transformations économiques ont bousculé les rapports sociaux sans pour autant faire basculer l'ordre inégalitaire. Quand Rachel Silvera évalue l'action syndicale à l'aune des expériences européennes, elle dégage un constat similaire – des mesures correctrices greffées sur une souche marquée par les « vestiges du patriarcat » n'aboutissent pas (encore ?) à une transformation mais à une recomposition des inégalités. Réjane Sénac, en examinant les lois dites de la parité, et Mariette Sineau, en comparant les systèmes électoraux européens, font remarquer que « la parité est inachevée, avant tout parce qu'elle n'est pas transformatrice » (p. 131).
- 6 La troisième partie s'attaque aux vecteurs de cette recomposition perpétuelle. Au-delà du bilan genré ambivalent de l'école, où les résultats des filles dépassent ceux des garçons mais où les filières féminines et masculines demeurent, Marie Duru-Bellat épingle la « neutralité apparente » de l'école qu'elle juge « sexiste par abstention » (p. 163). En restant passifs face aux stéréotypes, aux comportements « de fille » et « de garçon », au partage sexué des filières et des métiers, les enseignants laissent se reproduire les idées reçues et les normes qui sont tout sauf neutres. Elle constate que

« plus les filles souscrivent aux préjugés sexistes, moins elles réussissent à l'école » (p.160), mais nous rappelle que nous assistons en même temps à une hypersexualisation des petites filles nocive pour l'égalité et la construction des identités. Sandrine Dauphin relève le défi de décrire les mutations de l'autre pilier de la reproduction sociale – la famille. Elle renoue avec les thèmes de l'emploi des femmes, la difficile conciliation de la vie privée et professionnelle, le poids des représentations, et esquisse une image décevante du partage de la parentalité et des charges domestiques.

- 7 Si ces questions s'imposent comme une évidence dans toute discussion de l'égalité des sexes, la contribution de la neurobiologiste, Catherine Vidal, est plus surprenante. Dans « Cerveau, sexe et préjugés », elle touche au point névralgique des résistances et met en garde contre le « neuro-sexisme » observé d'une part dans la conception et l'interprétation de certaines expériences et d'autre part dans l'enthousiasme du public à s'emparer d'hypothèses qui confortent leurs idées préconçues sur les sexes. Ainsi, bien que seulement 10% des neurones soient connectés à la naissance, 90% des connexions se créant en réponse au vécu et à la culture, les arguments sur le déterminisme biologique ont la vie dure. Décidément, on ne naît pas femme ... ni homme.
- 8 Le dernier chapitre « conclusif » laisse les lecteurs libres de tirer leurs propres conclusions. En comparant la réception de l'égalité en France et en Suède dans la presse conservatrice, Elisabeth Elgán met en lumière le moindre intérêt français pour l'égalité jusqu'en 2005 et s'interroge sur la culture politique et l'action féministe. La tradition révolutionnaire expliquerait-elle pourquoi les politiques des petits pas – les mesures *soft* – si efficaces en Suède ne prennent pas en France ? Ceci rejoint le diagnostic d'Annie Junter qui pointe un arsenal juridique développé mais peu utilisé par les femmes. Les choix tactiques de certaines féministes autour de la parité en politique auraient-ils contribué aux changements d'attitude publics observés en 2005, et cela présage-t-il de mentalités plus propices au réformisme ?
- 9 Cette vision de la France qui a besoin de conflit pour aller au-delà de simples mesures correctrices correspond bien à la controverse actuelle sur « la théorie du genre ». L'introduction de l'enseignement de l'égalité ne se contente pas de corriger des déséquilibres mais vise à opérer – en douceur – un changement radical des rôles sociaux : dans ce sens, les pourfendeurs de cette supposée théorie ne se trompent pas de cible, puisqu'il s'agit d'une mesure *soft* à visée transformatrice. Ce recueil fournit des données, des faits, des exemples pour aider ceux et celles qui veulent continuer à déconstruire le déterminisme de l'ordre sexué.

AUTEURS

MANDA GREEN

Université Lumière Lyon 2